

§ 2. A l'issue de la période de gestion, la somme des fonds affectés et le résultat reporté peuvent être reportés à une période de gestion suivante, à condition que cette somme ne dépasse pas dix pour cent des frais annuels moyens, calculés sur la période de gestion écoulée.

Le Gouvernement flamand peut autoriser une dérogation au pourcentage fixé à l'alinéa premier, à condition que l'association présente à cet effet un plan d'affectation motivé.

§ 3. Si, lors du décompte de la dernière année d'activité de la période de gestion visée au § 1^{er}, la somme visée au § 2, alinéa premier est supérieure au pourcentage fixé à l'alinéa deux, l'excédent doit être retenue du solde de la subvention octroyée à l'association, et l'éventuel montant restant doit être remboursé à la Communauté flamande jusqu'à un maximum des subventions octroyées par la Communauté flamande pendant la dernière année de la période de gestion.

Si des subventions ne sont plus octroyées à l'association visée au § 1^{er} à l'issue de la période de gestion à laquelle se rapporte la note de politique, l'association est tenue de soumettre à l'administration un plan d'affectation pour la somme visée au § 2, constituée conformément au § 1^{er}. La somme visée au § 2, alinéa premier, doit être affectée par priorité, le cas échéant, pour remplir les obligations du droit de travail. »

Art. 25. Il est ajouté à l'article 16 du décret du 7 mai 2004 relatif aux subventions additionnelles à l'emploi dans le secteur culturel un alinéa trois, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa deux, la première répartition, visée aux articles 9 et 10, aura lieu, en ce qui concerne les organisations nationales de jeunesse, dans le cadre de la discussion de la note de politique 2007-2009. »

Art. 26. Le présent décret entre en vigueur à une date à préciser par le Gouvernement flamand et au plus tard le 1^{er} janvier 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 juillet 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,
B. ANCIAUX

Notes

(1) *Session 2004-2005*

Documents

Proposition de décret : 293 - N° 1.

Amendements : 293 - N° 2.

Rapport sur l'audition : 293 - N° 3.

Rapport : 293 - N° 4.

Amendements : 293 - N° 5.

Texte adopté en séance plénière : 293 - N° 6.

Annales : Discussion et adoption : Séances du 29 juin 2005.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 1866

[C — 2005/29152]

25 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au théâtre-action, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment son article 20;

Vu le décret de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, notamment ses articles 2 dernier alinéa, 38, 40, 41, 81 § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Art dramatique, donné le 18 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 8 juin 2004;

Vu l'avis n° 37.408/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 janvier 2005;

Sur la proposition de la Ministre en charge de la Culture;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2005,

Arrête :

Article 1^{er}. Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

le Décret : le décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène;

le Ministre : le Ministre ayant les Arts de la Scène dans ses attributions;

l'Instance d'avis : le Conseil de l'Art dramatique;

l'Administration : les services du théâtre du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. Missions des compagnies de théâtre-action

§ 1^{er}. Les compagnies de théâtre-action remplissent les missions suivantes :

- 1° la constitution d'une structure collective apte à réaliser les missions décrites au § 1^{er}, 2° à 4°;
- 2° le développement, avec des personnes socialement ou culturellement défavorisées, de pratiques théâtrales visant à renforcer leurs moyens d'expression, leur capacité de création et leur implication active dans les débats de la société;
- 3° la production et la diffusion de créations théâtrales qui constituent leur expression collective;
- 4° toute action de nature à assurer la cohérence entre les points 1°, 2° et 3° du présent paragraphe.

§ 2. Les compagnies de théâtre-action peuvent également :

- 1° produire et diffuser des créations théâtrales émanant du cadre professionnel de la compagnie pour autant qu'elles soient en relation avec la mission principale visée au § 1^{er}, 2°;
- 2° assurer des missions de représentation, de promotion de recherche, de formation, de coordination aux niveaux national, européen et international par le biais d'une structure de coordination.

Art. 3. Des conditions particulières en matière de subventions, de conventions et de contrats-programmes

Le montant minimal de l'aide ponctuelle attribuée à une compagnie de théâtre-action reconnue en vertu du décret est de 2.000,00 EUR. Le montant maximal de cette aide est de 200.000,00 EUR.

Le montant minimal de la subvention annuelle attribuée dans le cadre d'une convention de deux ou quatre ans à une compagnie de théâtre-action reconnue en vertu du Décret est de 10.000,00 EUR. Le montant maximal de cette subvention est de 500.000,00 EUR.

Le montant minimal de la subvention annuelle attribuée dans le cadre d'un contrat-programme à une compagnie de théâtre-action reconnue en vertu du décret est de 100.000,00 EUR. Le montant maximal de cette subvention est de 10.000.000,00 EUR.

Le montant minimal et maximal de l'aide ponctuelle, de la convention et du contrat-programme déterminé aux alinéas 1^{er} à 3 sera indexé annuellement en janvier par référence au taux de croissance du budget des dépenses de la Communauté française avec l'indice de départ de janvier 2004.

Art. 4. Modalités de liquidation des subventions

La liquidation des subventions s'effectuera en deux tranches, la première de 75 %, la seconde, de 25 %. La liquidation de la première tranche s'effectuera de telle sorte qu'elle soit à disposition du bénéficiaire avant la fin du quatrième mois de l'exercice budgétaire en cours, pour autant que les documents requis soient parvenus à l'administration avant le 31 décembre de l'exercice écoulé.

Art. 5. Examen de la demande d'aides financières par l'Administration

Pour appliquer les critères énumérés aux articles 49, 54 et 64 du décret à l'analyse d'une demande d'aides financières présentée par une compagnie de théâtre-action, l'Administration prend en considération la nature et les spécificités des missions telles que décrites à l'article 2.

Art. 6. Dispositions transitoires

Dans l'attente des décisions sur les demandes de convention et de contrat-programme, les compagnies de théâtre-action déjà subventionnées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et de l'arrêté pris en exécution de l'article 67, § 2, du décret continuent de bénéficier du montant attribué en 2004.

Art. 7. Exécutoire

La Ministre est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 mars 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre en charge de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1866

[C — 2005/29152]

25 MAART 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het actietheater, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

- Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;
- Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, inzonderheid op de artikelen 2, laatste lid, 38, 40, 41, 81, § 1;
- Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 mei 2004;
- Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Dramatische Kunst, gegeven op 18 mei 2004;
- Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 juni 2004;
- Gelet op het advies nr. 37.408/4 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 januari 2005;

Op de voordracht van de Minister belast met Cultuur;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2005,

Besluit :

Artikel 1. Definities

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

het Decreet : het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

de Minister : de Minister tot wier bevoegdheid de Podiumkunsten behoren;

de Adviesinstantie : De raad voor Dramatische kunst;

het Bestuur : de diensten voor het theater van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Optrachten van de actietheatergezelschappen

§ 1. De actietheatergezelschappen vervullen de volgende opdrachten :

1° het oprichten van een gemeenschappelijke structuur die de opdrachten bedoeld in § 1, 2° tot 4°, kan uitvoeren;

2° de ontwikkeling, met personen die sociaal of cultureel benadeeld zijn, van theaterpraktijken met het oog op de versterking van hun expressiemiddelen, hun creatievermogen en hun actieve betrokkenheid in de samenlevingsdebatten;

3° de productie en de verdeling van theatercreaties die hun gemeenschappelijke expressie vormen;

4° elke actie die voor de coherentie zorgt tussen de punten 1°, 2° en 3° van deze paragraaf.

§ 2. De actietheatergezelschappen kunnen eveneens :

1° Theatercreaties produceren en verdelen die uit het professionele kader van het gezelschap voortvloeien voor zover zij een verband houden met de hoofdopdracht bedoeld in § 1, 2°;

2° opdrachten van vertegenwoordiging, promotie, onderzoek, opleiding, coördinatie op nationaal, Europees en internationaal niveau vervullen door middel van een coördinatiestructuur.

Art. 3. Bijzondere voorwaarden inzake subsidies, overeenkomsten en programma-overeenkomsten

Het minimaal bedrag van de gerichte steun die toegekend wordt aan een actietheatergezelschap krachtens het decreet erkend, bedraagt 2.000,00 EUR. Het maximaal bedrag van die steun bedraagt 200.000,00 EUR.

Het minimaal bedrag van de jaarlijkse subsidie die in het kader van een overeenkomst van twee of vier jaar toegekend wordt aan een actietheatergezelschap erkend krachtens het decreet, bedraagt 10.000,00 EUR. Het maximaal bedrag van die subsidie bedraagt 500.000,00 EUR.

Het minimaal bedrag van de jaarlijkse subsidie die in het kader van een programma-overeenkomst toegekend wordt aan een actietheatergezelschap erkend krachtens het decreet, bedraagt 100.000,00 EUR. Het maximaal bedrag van die subsidie bedraagt 10.000.000,00 EUR.

Het minimaal en maximaal bedrag van de gerichte steun, van de overeenkomst en van de programma-overeenkomst bepaald in het 1e tot het 3e lid, zal jaarlijks in januari geïndexeerd worden met referentie naar de stijgingscoëfficiënt van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap met de beginindex van januari 2004.

Art. 4. Nadere regels voor het uitbetalen van de subsidies

De uitbetaling van de subsidies zal gebeuren in twee schijven, de eerste van 75 %, de tweede van 25 %. De uitbetaling van de eerste schijf zal zo gebeuren dat ze ter beschikking wordt gesteld op het einde van de vierde maand van het lopend begrotingsjaar, voor zover de vereiste documenten op het bestuur aangekomen zijn vóór 31 december van het afgelopen begrotingsjaar.

Art. 5. Onderzoek van de aanvraag om financiële hulpverlening door het Bestuur

Teneinde de in de artikelen 49, 54 en 64 van het decreet bedoelde criteria toe te passen op het onderzoek van een aanvraag om financiële hulpverlening voorgesteld door een actietheatergezelschap, neemt het Bestuur de aard en de specificiteiten van de opdrachten in aanmerking zoals bedoeld in artikel 2.

Art. 6. Overgangsbepalingen

In afwachting van de beslissingen over de aanvragen om overeenkomst en programma-overeenkomst, blijven de actietheatergezelschappen die reeds gesubsidieerd waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit en van het besluit genomen bij toepassing van artikel 67, § 2, van het decreet, een in 2004 toegekend bedrag genieten.

Art. 7. Uitvoering

De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 maart 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN